Émilie GOIN, François PROVENZANO, dirs, *Usages du peuple. Savoirs, discours, politiques*

Liège, Presses universitaires de Liège, coll. Situations, 2017, 252 pages

Dominique Ranaivoson

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11662>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.11662

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 418-420

ISBN : 9782814305076

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Dominique Ranaivoson, « Émilie GOIN, François PROVENZANO, dirs, *Usages du peuple. Savoirs, discours, politiques* », *Questions de communication* [En ligne], 32 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11662> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11662>

de film amateur mais n'ayant pas accès aux grands réseaux de distribution. La biographie de Jean-Louis Cros et l'étude du Groupe des cinéastes indépendants de Toulouse permettent au lecteur de saisir les enjeux de ce cinéma militant qui allait connaître, après mai 1968, une diffusion importante. Notons, au passage, que le film *La Permission* de Louis Chevalier n'a pas été tourné à l'automne 1968 mais en août 1967. Dans « Autour de la Ligue de l'enseignement et sa télévision (1950-1974) » (pp. 293-309), Laurent Garreau montre la précocité avec laquelle la Ligue s'empare du nouveau média, organisant des télé-clubs dès les années 1950 et saisissant son utilité pédagogique tout en s'interrogeant sur son évolution et ses possibles dangers. Claude Taillibert dans « La Ligue et les festivals de cinéma : construction d'un regard sur un nouvel outil au service de l'éducation populaire » (pp. 311-327), analyse de façon diachronique l'évolution du regard de la Ligue sur les festivals. Après un moment de fascination pour les « Grands festivals », les militants de la Ligue se rapprochent des festivals thématiques, lieux d'éducation populaire, pour, après 1968, y voir une alternative aux ciné-clubs en déconfiture et y prendre toute leur part. L'ouvrage se clôt par une postface de Philippe Clément qui trace les lignes d'un nouveau programme citoyen d'éducation à l'image pour la France contemporaine, sous le titre « L'éducation au cinéma et aux images, la refondation de l'éducation populaire : pour une transformation sociale » (pp. 329-335). Il y montre que la Ligue entend continuer d'investir les territoires ruraux et suburbains (p. 332).

Des lignes de force émergent de la multiplicité des points de vue où se mêlent histoire et mémoire, analyse du passé et prospective. La première est le passage d'une instrumentalisation du cinéma comme outil pédagogique à une appropriation libératrice par tous, maîtres et élèves, du langage cinématographique. Celle-ci passe par le visionnement, après la présentation, d'œuvres, suivie de discussions collectives. Une maîtrise plus approfondie passe par l'écrit, à travers la lecture d'ouvrages et de revues spécialisées. Enfin, le stade ultime de ce parcours est la réalisation de films indépendants des circuits de production. Ce vaste programme s'est appuyé sur la mobilisation d'énergies enracinées dans le milieu des maîtres, tous degrés confondus, de l'enseignement public, à travers une organisation laïque, née à la fin du second Empire, la Ligue de l'enseignement, émanation de la société civile. Au grand vent des réformes de la Libération, elle a su, avec l'Ufocel/Ufoleis, en utilisant l'acquis que donnait à ses membres la pratique du cinéma en classe, en développant des outils spécifiques, ouvrages, revues, stages, réalisation

de films, initier plusieurs générations de Français à la lecture des images animées. Dans ce grand œuvre, elle s'est heurtée à deux obstacles. Le principal fut d'ordre économique : la volonté farouche des exploitants de cinéma de ne concéder aucune place pérenne à cet exemple d'économie non marchande que constituait le grand manteau des ciné-clubs qui recouvrait de sa moirure la France des années 1960. Mais dans ce combat entre deux conceptions de l'accès au film, l'État finit par se ranger du côté des exploitants qui contribuèrent, rien n'est simple, à assurer, à travers les salles d'Art et essai, une fonction proche de celle des ciné-clubs. Le second, fut d'une certaine façon le succès du mouvement des ciné-clubs. Dans un État, jacobin qui plus est, on ne saurait laisser un pan de l'éducation, fusse aux petits mickeys, à la société civile, les bases de l'éducation à l'image posées, l'État en reprit la charge. La multiplication des écrans mit un terme aux ciné-clubs comme à leurs publications, mais le rôle de ces derniers fut repris plus modestement par les festivals. Aujourd'hui, la Ligue se lance dans l'exploitation cinématographique dans les territoires en déshérence et montre qu'elle ne renonce pas à jouer dans l'éducation à l'image un rôle majeur. *La Ligue de l'enseignement et le cinéma* : une façon d'écrire l'histoire de la société civile de 1945 à 1989.

Michel Cadé

Cressem, université de Perpignan Via Domitia, F-66860
cade@univ-perp.fr

Émilie GOIN, François PROVENZANO, dirs, *Usages du peuple. Savoirs, discours, politiques*

Liège, Presses universitaires de Liège, coll. Situations, 2017, 252 pages

Cet ouvrage collectif qui réunit des articles d'universitaires de Liège (sauf Alain Vaillant, de Paris) revient sur un mot employé (brandi) par tous, chacun se permettant d'en redéfinir le sens dans ce qui est nommé une « instabilité référentielle fondamentale » (p. 8). Résolument interdisciplinaire, il revisite les diverses et nouvelles approches des sciences sociales, de la philosophie politique, de la sociologie à la littérature et au cinéma, affichant l'ambition de « situer les questionnements actuels » (*ibid.*) sur la notion en les replaçant dans des perspectives larges. Il ne s'agit donc pas d'analyser des œuvres ou des idéologies pour elles-mêmes mais de revenir sur leur usage de la notion, appelée « catégorie » (p. 9) de peuple. Sans bornes spatiales ni temporelles, les analyses portent aussi bien sur la littérature populaire française du XIX^e siècle, le théâtre de Jean Vilar, les romans de l'italien Sciascia, que sur la vie politique aux États-Unis ou au Mexique,

ou encore la vie des ouvriers en Belgique, ou le rôle de la rhétorique comme initiation à la démocratie, ou de l'école dans la diffusion d'une langue nationale et inclusive en France. Le peuple est ainsi montré dans des processus sociétaux qui vont de la volonté d'émancipation à la participation aux institutions qui structurent son environnement, de logiques de délégation à d'autres d'autonomisation, ces quatre positions étant observées dans tous les articles qui acceptent donc tous la même définition du « peuple » comme étant l'ensemble des « classes populaires » et la même approche, assumée, qui est politique.

Les contributions sont regroupées, non en fonction du point de vue qui est toujours le même, mais des terrains sur lesquels se déploie l'analyse des rapports sociaux. La première partie intitulée « Peuples en voix, en textes, en scènes » analyse le peuple comme destinataire. Alain Vaillant (pp. 13-28) insiste sur la corrélation entre le contexte idéologique et la primauté accordée à tel ou tel genre littéraire, reprenant la vision marxiste de la littérature comme « représentation sociale » (p. 16) et le roman comme le genre le plus démocratique (p. 17) ; il cherche dans les journaux et la chanson les « traces littéraires d'une parole authentiquement populaire » (p. 26). Luciano Curreri (pp. 29-46) étudie la représentation du peuple (un « mot-cible », p. 31) et la morale dans les romans de l'italien sicilien Sciascia, qui n'est malheureusement pas présenté au lecteur français. Nancy Delhalle (pp. 47-64) revient sur l'histoire plus connue du théâtre de Jean Vilar et du théoricien précurseur Romain Rolland en faisant les distinctions entre un théâtre du peuple et un pour lui, entre « l'esthétisation du peuple » et « l'esthétique du théâtre populaire » (p. 60) ce qui revient au « croisement du théâtre et du politique » (p. 49).

La seconde partie analyse les usages de la catégorie dans la vie politique où les liens entre le peuple et les intellectuels posent la question du glissement vers le populisme avec des études de cas très précis : les États-Unis en 1929 avec deux grandes figures, le père Charles Coughlin et le gouverneur Huey Long, par Jérôme Jamin (pp. 67-78), le Mexique en 1994 avec les Zapatistes vus par les romanciers Carlos Fuentes Azuela et Octavio Paz par Kristine Vanden Berghe (pp. 79-96). La troisième partie pose la question « Faut-il éduquer le peuple ? » et présente trois types de réponses : en pratiquant la rhétorique pour Emmanuelle Danblon et Victor Ferry (pp. 99-111), en faisant usage de la même langue comme l'ont tenté les Révolutionnaires français pour Antoine Janvier et Fabio Bruschi (pp. 113-137) qui présentent les travaux

de Renée Balibar, en lui laissant manipuler les outils de communication pour devenir « analphabète primaire » selon le terme de Jeremy Hamers (pp. 139-163) qui désigne ainsi « un état développé à partir du savoir pour en détruire les remparts » (p. 163). Enfin, la dernière partie « Le peuple de l'enquête », est plus historique : Éric Geerkens (pp. 167-187) présente les enquêtes sur les ouvriers belges entre 1840 et 1960 dont, dit-il, l'orientation politique contribue toujours à la « mise en forme du monde social » (p. 187). Grégory Cormann (pp. 189-220) analyse la position du sociologue Pierre Bourdieu dans le post-scriptum à son enquête *La Misère du monde* (dir., 1993, Paris, Éd. Le Seuil), tentant de « tester la validité de ce déplacement conceptuel » appelé par Pierre Bourdieu « misère de position » qui consiste à s'intéresser à « toutes les souffrances sociales qui sont constituées par des formes de relégation et d'infériorisation » (p. 191). Son bilan est que Pierre Bourdieu, dans ce texte qu'il appelle « la sociologie de la sociologie » (p. 219), se disqualifie comme homme de science en ne citant pas ses sources, atteint par le mal qu'il décrit jusqu'à l'« échec » (p. 201), le « suicide » (p. 203) du sociologue en dialogue (reprise, correction) avec Jean-Paul Sartre et Marcel Mauss.

S'adossant à une très large bibliographie donnée en fin de volume et dans les abondantes notes, sur des choix idéologiques assumés, ces études très fouillées et diverses mais très cohérentes dans leur positionnement, considèrent à peu près toutes le peuple comme une des catégories sociales d'une communauté nationale (peuple/intellectuels, peuple/bourgeoisie dans un pays donné), écartant de fait toute approche nationaliste ou transnationale. Le volume offre donc une succession de situations dans lesquelles des actions politiques, scolaires, culturelles, sont déployées avec plus ou moins de risques et de succès, en faveur de ce « peuple ». Elles aboutissent à discerner comment les représentations de cette catégorie dite « populaire » orientent des pratiques (création de théâtre, documentaires, pédagogie), des travaux (enquêtes, analyses, recherches), des engagements (philosophiques, pratiques, esthétiques).

Cependant, elles se fondent sur une vision relativement figée des catégories sociales, ce qui aboutit à poser la question de la « disparition de la classe ouvrière » (p. 183), de l'« échec » de Pierre Bourdieu (p. 201), plutôt que sur l'éventuelle invalidité des catégorisations employées ou sur les mutations économiques qui recréent, autrement, de nouvelles stratifications sociales tout aussi contraignantes mais qui ne font plus appel à la notion de « peuple ».

Ces études, longues, précises et denses, pour savantes qu'elles soient, semblent pourtant décalées par rapport aux réflexions contemporaines qui, dégagées du marxisme, n'ont plus recours à ses catégorisations dialectiques. Elles ne tiennent pas compte non plus de la dangereuse montée des discours brandissant la notion de « peuple » pour désigner des ensembles étroitement nationaux ou, au contraire, transnationaux aux revendications belliqueuses clairement identifiées. Ce volume témoigne, assez ironiquement, que l'étude des usages du peuple implique une représentation, imaginée ou choisie, des contours de ce supposé groupe ainsi nommé par les chercheurs eux-mêmes. Le lire dans cette optique permet de voir qu'il rend compte des positions et des orientations d'une partie de la communauté universitaire française et belge, ce qui n'est pas la moindre de ses qualités.

Dominique Ranaivoson

Écritures, université de Lorraine, F-57000

Dominique.ranaivoson@univ-lorraine.fr

Gino GRAMACCIA, Annick MONSEIGNE, Anne PIPONNIER, dirs,
Le Temps des précaires. Approches communicationnelles de l'éphémère

Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, coll. *Le Territoire et ses acteurs*, 2017, 180 pages

Ouvrage collectif, *Le Temps des précaires*, engage une réflexion critique sur les représentations profanes et académiques de la précarité construite à la fois comme un obstacle épistémologique et comme un fil conducteur pour l'ensemble des auteurs. Multidimensionnelle, la précarité permet de faire le lien entre les différentes politiques publiques ou privées et constitue un vecteur d'analyse des trajectoires et pratiques individuelles. Dans un contexte de forte valorisation des compétences personnelles et des savoir-être, les « acteurs » – les citoyens, les salariés, les habitants – doivent apprendre à mettre en évidence des qualités comportementales qui sont fragiles parce qu'acquises et reconnues en dehors de tout cadre collectif. La précarité se trouve donc interrogée en relation avec les modalités d'apprentissage et de reconnaissance des compétences mobilisées dans les manières d'habiter, de travailler, de se présenter.

L'analyse de la précarité – déjà déclinée dans de nombreuses recherches faisant état de la transformation du monde du travail et des politiques publiques – se trouve ici renouvelée grâce à l'approche communicationnelle et à la place conceptuelle faite au temps, appréhendé en termes d'instantanéité, d'éphémère, de régimes temporels, d'instabilité, etc.

La précarité est renforcée par la domination de l'éphémère, par la prégnance d'une temporalité brève, sans épaisseur et non reproductible. L'attention portée aux formes temporelles constitue, pour les auteurs, un espace commun, lui-même inséré dans une vision globale des transformations à l'œuvre dans le monde de l'emploi et dans la cité.

Les figures plurielles du précaire nous donnent à voir un monde social traversé de contradictions que les individus, incités à être acteurs et citoyens, doivent résoudre par eux-mêmes. S'il s'agit, pour eux, d'être créatifs et autonomes, ils doivent également se soumettre à une multiplicité d'injonctions incitant à participer à des actions aussi diverses que la réponse à des questionnaires, des fêtes de quartier ou des repas de voisins, du travail par projet et en réseau.

L'ouvrage est structuré en deux grandes parties complémentaires « Précarités politiques et sociales » et « Précarités professionnelles », entrecoupées d'un contrepoint de Nicole Denoit, « Mises en scènes de l'éphémère. Le point de vue de l'art » (pp. 81-98). Ce contrepoint apporte une respiration bienvenue dans un ouvrage où la précarité pèse lourd et irrigue tous les champs de la vie sociale.

Ainsi, dans un contexte de modernisation des services publics passés au crible de la rentabilité et de l'évaluation, le concept de servitude analysé par Élisabeth Gardère (pp. 23-34) interroge-t-il tant sur la redéfinition du contenu des emplois que sur la reconstruction sociale de la figure de l'utilisateur rebaptisé « consommateur ». L'agent de service public se trouve placé dans un univers relationnel instable où l'utilisateur est en même temps un client et un citoyen. Du côté de l'utilisateur, l'ambivalence n'est pas moindre. Car si la servitude peut être lue comme une incitation à participer (en informant soi-même une base de données, en remplissant un questionnaire de satisfaction, etc.), elle porte également des risques d'exclusion pour des utilisateurs qui n'auraient pas les ressources techniques ou cognitives nécessaires permettant d'accéder aux interfaces numériques. « Peut-on vraiment ainsi en matière de gestion publique parvenir à un citoyen satisfait quand un utilisateur est précarisé ? » s'interroge Élisabeth Gardère (p. 33).

La mise en perspective de la figure du précaire dans les dispositifs et les discours participatifs apporte des arguments supplémentaires aux analyses critiques sur la participation. Couplée à une réflexion sur l'instantanéité de l'action publique et politique, l'attention portée au précaire vient nourrir une problématique multidimensionnelle sur la manière dont l'instantanéité